



**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Trente deuxième réunion du Comité d'experts



**COMMISSION DE L'UNION
AFRICAINNE**

Huitième réunion du Comité d'experts

Réunion du Comité d'experts de la sixième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine

Abidjan (Côte d'Ivoire)
21-24 mars 2013



Distr. générale

E/ECA/COE/32/2
AU/CAMEF/EXP/2(VIII)
15 février 2013

Français
Original : anglais

Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2012

A. Introduction

1. L'Afrique a enregistré une croissance robuste de 5 % en 2012, un taux bien supérieur à la moyenne mondiale, malgré le ralentissement général, la montée des tensions et le climat d'incertitude. La reprise dans de nombreux pays a été soutenue par divers facteurs, dont une forte demande de produits de base sur le marché international, l'accroissement de la demande intérieure liée à la hausse des revenus et à l'urbanisation, l'augmentation des dépenses publiques concernant spécialement des travaux d'infrastructure, la croissance des échanges commerciaux et des investissements avec les pays émergents et les pays en développement et l'augmentation des investissements étrangers dans les industries extractives et dans certains pays sortant d'un conflit.

2. Les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afrique restent positives en dépit de risques considérables de baisse, notamment l'instabilité politique et les troubles sociaux dans certains pays, et plus particulièrement la faible performance attendue de l'économie mondiale et de fortes incertitudes.

3. Globalement, l'économie mondiale a donné des signes de décélération, menaçant le rythme de la reprise qui a commencé au lendemain de la crise financière et économique mondiale de 2008 et 2009. La zone euro, qui est le plus important partenaire économique de l'Afrique, a pris la direction d'une nouvelle récession face aux préoccupations persistantes que suscitent l'accroissement de l'endettement public et la viabilité budgétaire, tandis que des économies émergentes comme la Chine et l'Inde ont connu un ralentissement notable de l'activité économique. La perspective d'une sortie rapide de la crise économique est assombrie par l'incertitude, les effets conjugués de la crise de la dette dans la zone euro, de l'assainissement budgétaire dans les principales régions du monde et des spéculations sur le plafond de la dette aux États-Unis continuant d'accroître les risques qui pèsent sur une économie mondiale déjà fragile.

4. Malgré une diversification notable dans des secteurs autres que celui des produits de base, tels que les produits manufacturés et les services, la plupart des économies africaines restent fortement dépendantes de la production et de l'exportation de produits primaires à faible valeur ajoutée et sans guère de liens en amont ou en aval avec les autres secteurs de l'économie. En raison de cette faiblesse structurelle, la plupart des pays africains n'ont pas été en mesure de transformer la croissance en création d'emplois équivalents et en développement social accéléré. En effet, les tendances en matière de développement social en Afrique ont été contrastées au cours des dernières années: des changements positifs ont continué d'être enregistrés dans la plupart des domaines, mais le rythme de progression est lent et ne suffira pas pour permettre aux pays africains d'atteindre leurs objectifs de développement social. En particulier, la réalisation de la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à l'horizon 2015, comme initialement prévu, reste peu probable pour la plupart des pays.

B. L'évolution de l'économie mondiale et ses incidences sur l'Afrique

5. L'économie mondiale a enregistré une croissance de 2,2 % en 2012, en recul par rapport à 2011, où le taux de croissance était de 2,7 %. Ce recul s'explique principalement par la baisse de la demande mondiale, la crise de la dette souveraine dans la zone euro et l'incertitude concernant le « mur budgétaire » (une baisse du déficit budgétaire résultant de la fin de certains allègements fiscaux et de coupes budgétaires simultanées) et le plafond de l'endettement public aux États-Unis. Cependant, la

reprise mondiale après la triple crise - alimentaire, énergétique et financière - devrait se consolider à moyen terme, en dépit de la baisse.

6. L'activité économique s'est contractée de 0,3 % au sein de l'Union européenne en 2012, contre 1,5 % en 2011 (DAES-ONU, 2012). Elle a cependant crû de 2,1 % aux États-Unis en 2012, grâce à l'amélioration de la consommation, de l'investissement privé et de la conjoncture de crédit, tandis que l'économie japonaise a rebondi par suite de l'augmentation des dépenses de construction.

7. La croissance économique s'est ralentie dans les pays émergents en raison d'une faible demande d'exportations et de la baisse des investissements, en Chine et en Inde notamment. Le taux de croissance économique en Asie occidentale est tombé de 6,7 % en 2011 à 3,3 % en 2012, en raison d'une demande extérieure atone et de la réduction des dépenses publiques. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) a enregistré une croissance de 3,1 % en 2012, contre 4,3 % en 2011, alors que la demande d'exportations a fortement diminué et les prix des produits non alimentaires pour les exportations ont baissé (DAES-ONU, 2012). Les liens commerciaux avec les États-Unis, les activités touristiques et les envois de fonds sont parmi les principaux déterminants de la croissance dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2013 (FMI, 2012).

8. La crise mondiale du chômage a persisté en 2012, malgré les efforts des gouvernements pour créer des emplois et stimuler la croissance économique. Situé à 6 % à l'échelle mondiale en 2011, le taux de chômage a grimpé à plus de 8 % dans les pays développés et l'Union européenne, pour atteindre des taux à deux chiffres dans des pays comme l'Espagne et la Grèce où l'entrée en vigueur de mesures d'austérité se poursuit.

9. Le taux de l'inflation mondiale est tombé de 3,6 % en 2011 à 2,8 % en 2012, et on s'attend à ce qu'il continue à baisser pour atteindre 2,6 % en 2013, en raison principalement d'une demande globale léthargique, de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis, des taux d'intérêt bas et des politiques monétaires accommodantes dans la plupart des pays. Un environnement économique dégradé combiné à la baisse des taux d'inflation permettra aux gouvernements d'assouplir si nécessaire leurs politiques monétaires et de laisser les portes ouvertes à de nouveaux assouplissements monétaires aux États-Unis ou dans la zone euro, continuant ainsi de soutenir la remise en état des bilans des entreprises du secteur privé et des banques.

10. L'indice combiné des prix des produits de base a progressé au premier trimestre de 2012, atteignant 202 en mars 2012, son point le plus élevé de l'année, tiré par la hausse de la demande des pays en développement. L'indice mondial du pétrole brut est resté élevé, à 109,9 dollars le baril en mars 2012 par rapport à 107,5 dollars en 2011. L'indice des prix des denrées alimentaires a bondi après que les cultures ont été frappées par de graves intempéries, en particulier aux États-Unis. Ce sont les prix du sucre, des céréales et du riz qui ont connu l'augmentation la plus nette, tandis que ceux de la viande et des produits laitiers sont restés relativement stables. L'indice des matières premières et des produits agricoles tels que le café, le caoutchouc, le coton et les boissons a également diminué en 2012.

11. Les prix de la plupart des matières premières mondiales devraient rester élevés en 2013, en dépit d'une croissance économique mondiale inférieure à son potentiel, en raison de l'offre limitée et des risques météorologiques induits par les changements climatiques au niveau mondial.

12. Les exportations mondiales ont augmenté de seulement 5 % en valeur en 2012, bien en deçà des 17,3 % de l'année précédente, du fait d'une forte contraction de la demande d'importations provenant des principaux pays développés. Les balances des opérations courantes des principales économies et régions se sont légèrement rétrécies en 2012, ce qui traduit une baisse des échanges internationaux et un ralentissement de la demande mondiale plutôt qu'un redressement quelconque des déséquilibres structurels (DAES-ONU, 2012).

13. Avec des prévisions de croissance à 2,4 % en 2013 et à 3,2 % en 2014 pour l'économie mondiale, on peut penser que le pire de la crise de la dette souveraine est passé et que la plupart des pays développés et émergents devraient retrouver une trajectoire de croissance positive à moyen terme.

14. Les principaux risques de baisse qui guettent les perspectives économiques mondiales à moyen terme proviennent des difficultés de la zone euro, de l'incertitude liée aux réformes fiscales, des réductions de dépenses, du plafond de la dette et du fort endettement des ménages aux États-Unis, de l'assainissement budgétaire dans la plupart des pays industrialisés, du ralentissement économique dans les pays émergents et de l'instabilité politique, en particulier au Moyen-Orient. Les politiques visant à corriger les déséquilibres mondiaux et à assurer la bonne santé financière et monétaire de l'infrastructure financière mondiale demeurent essentielles au rétablissement de la santé économique mondiale.

15. Pour l'avenir, la fragilité de l'économie mondiale et la persistance d'un taux élevé de chômage dans le monde pourraient avoir des effets négatifs sur les résultats de l'Afrique en matière de croissance, s'agissant tant de la demande d'exportations que des flux financiers en direction du continent.

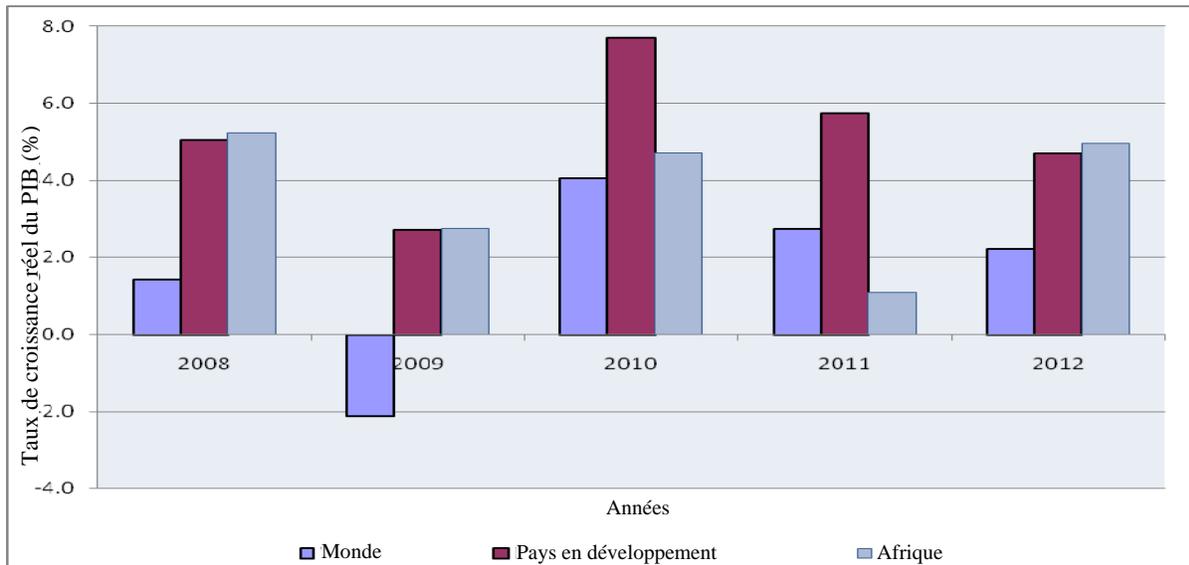
C. Performance économique de l'Afrique en 2012

La reprise de la croissance s'est renforcée avec la baisse de la tension politique en Afrique du Nord

16. La reprise économique en Afrique s'est renforcée, atteignant un taux de croissance de 5,0 % en 2012¹ (figure 1), du fait que l'instabilité et les tensions politiques en Afrique du Nord ont commencé à s'apaiser et que les activités économiques normales ont repris progressivement, des élections démocratiques ayant été tenues et de nouveaux dirigeants ayant pris leurs fonctions dans des pays comme l'Égypte et la Libye.

¹ La Libye a connu un rebond vigoureux à 100,7 % de croissance en 2012, après une contraction de 61 % en 2011 due à la guerre civile. La croissance de l'Afrique hormis la Libye a été de 3,3 % en 2012 et devrait passer à 4,5 % en 2013 et 4,9 % en 2014.

Figure 1: Performance de l’Afrique en matière de croissance économique, 2008–2012



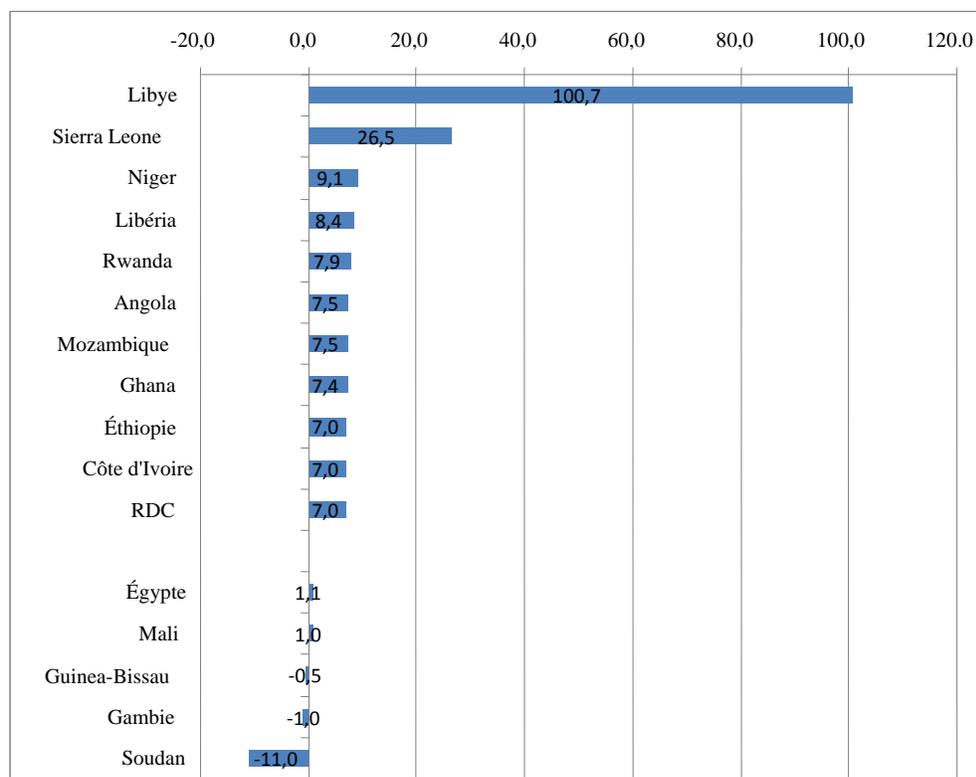
Source: Calculs de la CEA effectués d’après les chiffres du DAES de l’ONU, 2012.

17. Les taux de croissance en 2012 ont été forts tant dans les pays riches en produits de base que dans ceux qui ne le sont pas, les pays exportateurs de pétrole ayant vu leur taux de croissance augmenter sensiblement grâce à l’accroissement de la production et à l’envolée des cours du pétrole. La figure 2 fait la liste des onze premiers pays africains et des cinq derniers en termes de résultats obtenus.

18. La croissance en Afrique a continué d’être soutenue par une gestion et des politiques macroéconomiques prudentielles qui ont entretenu de fortes dépenses publiques, notamment dans l’infrastructure et la fourniture de services publics. En outre, la hausse de la consommation intérieure et de la demande d’investissement, stimulée par des revenus et une urbanisation en augmentation, a représenté plus de 50 % de la croissance dans de nombreux pays africains en 2012.

19. La consommation privée diversifiée a été le principal moteur de croissance en Afrique en 2012, suivie par l’investissement fixe brut et la consommation des administrations publiques. La formation brute de capital fixe et les exportations se sont nettement redressées en Afrique du Nord en 2012, mais la contribution de l’investissement brut en capital fixe à la croissance du PIB réel a diminué dans le reste de l’Afrique, le solde extérieur ayant rétréci.

Figure 2: Les 11 premiers et les 5 derniers au palmarès de la croissance économique en Afrique en 2012 (taux de croissance annuel)

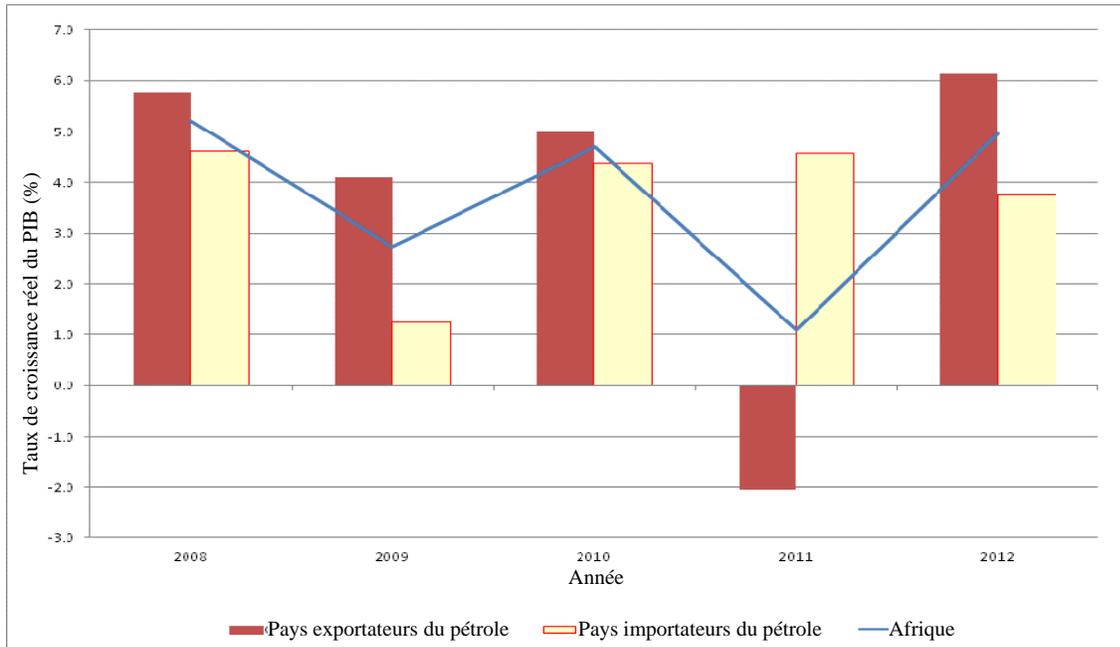


Source: Calculs de la CEA effectués d'après les chiffres du DAES de l'ONU, 2012.

Des résultats inégaux en matière de croissance selon les groupes de pays et les sous-régions

20. La croissance du PIB réel a varié d'un pays à l'autre et d'un groupe de pays à l'autre sur le continent, mais elle est restée relativement forte aussi bien dans les pays qui exportent du pétrole que dans ceux qui en importent (figure 3). Les pays exportateurs, en tant que groupe, se sont nettement redressés en 2012 (6,1 %), la situation politique de certains pays s'étant améliorée (surtout en Afrique du Nord), la production de pétrole ayant augmenté (dans de nombreux pays) et les prix du pétrole étant demeurés élevés sur les marchés internationaux (figure 1.3).

Figure 3: Performances de croissance de l'Afrique par groupe de pays, 2008-2012



Source: Calculs de la CEA effectués d'après les chiffres du DAES de l'ONU, 2012.

21. Les pays importateurs de pétrole ont enregistré une chute de la croissance, qui a été ramenée à 3,7 % en 2012, contre 4,5 % en 2011. Malgré ce recul, le groupe a maintenu une croissance soutenue grâce à divers facteurs, dont une forte demande et des prix élevés pour les matières premières non pétrolières, et de meilleurs résultats dans l'agriculture, les services et d'autres secteurs. Une forte expansion hors secteur pétrolier a renforcé l'élan croissant de diversification économique dans les pays africains. Le net relèvement à compter de la fin de la sécheresse dans des pays comme le Kenya et la sortie des conflits dans d'autres pays ont contribué aux taux de croissance impressionnants que ce groupe a connus.

22. Si les taux de croissance ont varié, ils sont restés robustes dans toutes les sous-régions africaines (figure 4).

Le pétrole et les minéraux ont contribué à une forte croissance en Afrique de l'Ouest

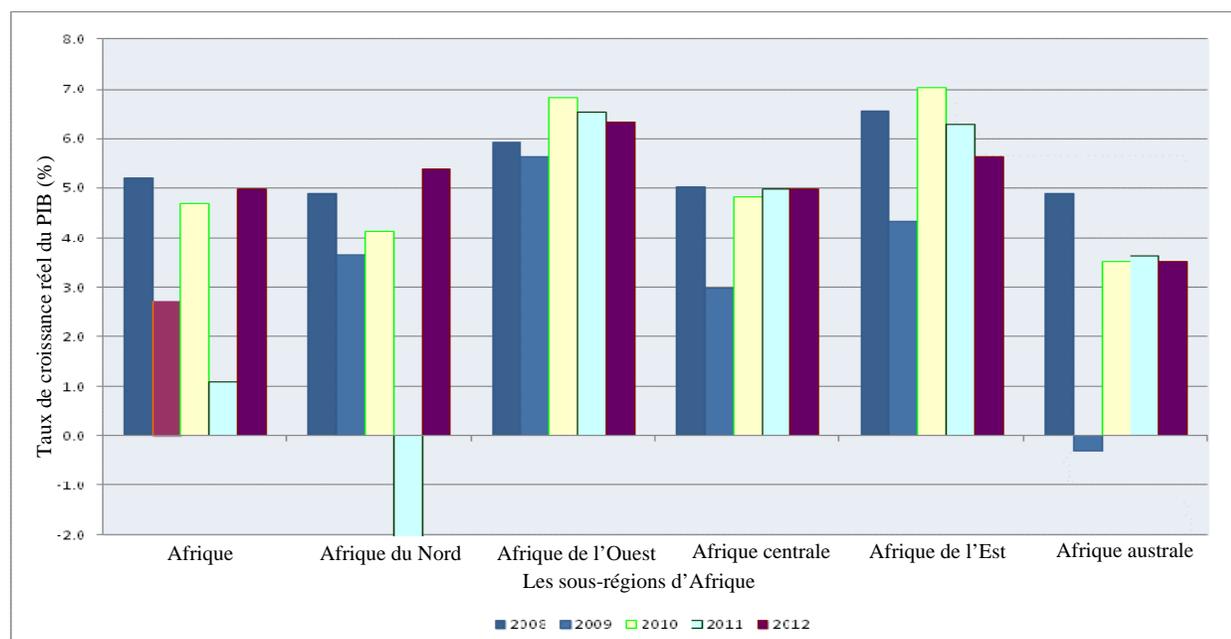
23. La performance économique en **Afrique de l'Ouest** a été plus faible en 2012, à 6,3 % contre 6,5 % en 2011. Le Nigéria, deuxième économie du continent, a connu un ralentissement, avec une croissance ramenée de 7,4 % à 6,4 %, ce qui traduit une réduction des mesures de relance budgétaire et une baisse des investissements pétroliers en raison des problèmes de sécurité dans le delta du Niger. L'économie ghanéenne, après une forte hausse en 2011 lorsque le pays a lancé la production commerciale de pétrole, a ralenti, passant de 15,1 % en 2011 au taux plus réaliste de 7,4 % en 2012. L'instabilité politique en Guinée-Bissau et au Mali a affecté la croissance sous-régionale, et les deux pays ont connu des baisses de croissance de plus de 4,4 points de pourcentage, mais cela a été compensé par une croissance de 26,5 % en Sierra Leone consécutive à la découverte de nouveaux

gisements de pétrole. La Côte d'Ivoire a affiché un taux de croissance post-conflit de 7 % grâce au retour à des récoltes normales. Une accélération du taux de croissance dans l'industrie extractive pétrolière a permis une croissance de 9,1 % au Niger.

Une demande intérieure dynamique continue de stimuler la croissance en Afrique

24. Si la croissance économique en **Afrique de l'Est** a reculé, ramenée de 6,1 % en 2011 à 5,7 % en 2012, la plupart des pays de la sous-région ont eu de bons résultats qui marquent une reprise de la production agricole, une demande intérieure dynamique et l'expansion du secteur des services. L'économie kényane a crû de 4,8 % en 2012, contre 4,4 % en 2011, aidée par une forte demande intérieure, les bonnes performances du secteur des services, l'accroissement des dépenses publiques et des politiques monétaires judicieuses qui ont permis de réduire l'inflation dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est. La République-Unie de Tanzanie a maintenu sa forte croissance (6,8 %), grâce à des politiques budgétaires et monétaires prudentes, à l'amélioration des recettes fiscales et à la réduction des dépenses non renouvelables. En dépit de la décélération dans certains de ces pays, la croissance économique est restée forte dans d'autres, dont l'Éthiopie (7 %), le Rwanda (7,9 %), l'Érythrée (6,5 %) et les Seychelles (3,6 %). La performance économique a été marquée par des taux d'inflation élevés dans des pays tels que l'Éthiopie, l'assainissement budgétaire et la dépendance à l'égard de l'aide au Rwanda, des préoccupations de sécurité alimentaire et la stagnation de la croissance du secteur privé en Érythrée. Les Seychelles ont vu leur économie affectée par le déclin du tourisme résultant de la crise financière européenne. Ensemble, la pauvreté rurale, l'inégalité des revenus, le chômage des jeunes et l'incertitude quant aux perspectives économiques mondiales continuent de susciter des interrogations sur la qualité de la croissance dans cette région.

Figure 4: Performances de croissance de l'Afrique par sous-région, 2008-2012



Source: Calculs de la CEA effectués d'après les chiffres du DAES de l'ONU, 2012.

La hausse des prix du pétrole a continué d'apporter des gains commerciaux à la région

25. La croissance des pays d'**Afrique centrale**, 5 % en 2012, est demeurée la même qu'en 2011. Le Tchad a toutefois doublé son taux de croissance en 2012 (passé à 6,2 %) grâce à l'expansion des secteurs non pétroliers et des industries liées à la production énergétique, à la hausse du prix du pétrole et à la stabilisation des dépenses publiques. La croissance s'est aussi accélérée au Cameroun (passée à 4,5 % - grâce à une production accrue de pétrole et de gaz) et en République centrafricaine (passée à 3,8 % - grâce à l'amélioration des récoltes et des exportations). La Guinée équatoriale a connu une baisse (croissance ramenée à 6,3 %). Les grèves et les interruptions de la production de pétrole ont fait chuter la croissance au Gabon à 4,7 % contre 5,8 % en 2011. Le pays continue de faire face à un chômage élevé et à un développement humain médiocre. La sous-région dépend encore largement de la production de produits de base et des industries extractives, ce qui fait de la réalisation d'une croissance sans exclusive et de la création d'emplois un défi majeur.

L'Afrique australe a enregistré une croissance atone

26. Globalement, la production en **Afrique australe** est restée inchangée, à 3,5 %, pour la troisième année consécutive. La forte intégration de l'Afrique du Sud dans l'économie mondiale s'est traduite par un ralentissement notable de la croissance, ramenée de 3,1 % en 2011 à 2,5 % en 2012, une baisse aggravée par les récentes grèves des mineurs. Plusieurs autres pays ont vu leur croissance ralentie en 2012. Bien que toujours forts, les taux de croissance au Botswana, au Lesotho, en Namibie et en Zambie ont diminué de plus de 0,8 % du PIB, en raison de la baisse des recettes publiques provenant du secteur minier et de la faiblesse de la demande mondiale de cuivre, de diamant et d'or. En rattachant son dollar au rand sud-africain, la Namibie s'est elle-même exposée aux effets de contagion émanant de l'Afrique du Sud. L'Angola a enregistré la croissance la plus robuste dans la sous-région, passant de 3,6 % en 2011 à 7,5 % en 2012, grâce à une production accrue de pétrole et à des investissements dans des projets d'exploitation de son gaz naturel. Devenu exportateur de charbon en 2011, le Mozambique a affiché une croissance caractérisée par une tendance remarquable à la hausse en 2012 (7,5 %), avec l'augmentation de l'investissement direct étranger qui a stimulé la production. Maurice a maintenu un taux modéré (3,1 %) reposant sur les principaux moteurs de la croissance, dont la diversification dans le secteur bancaire et les produits manufacturés. Le Swaziland, l'une des économies les moins performantes de la sous-région ces dernières années, s'est relevé de la contraction de 2011 pour enregistrer une croissance de 1,7 % en 2012, qui s'explique essentiellement par une augmentation des dépenses publiques soutenue par des paiements accrus de l'Union douanière d'Afrique australe. La sous-région bénéficie encore de la stabilisation de l'environnement international, mais des niveaux élevés de chômage et d'inégalités continuent de faire peser sur elle une menace de baisse économique.

Les incertitudes politiques constituent encore une menace à la reprise en Afrique du Nord

27. L'**Afrique du Nord** s'est presque entièrement remise de la contraction de 2011 due aux troubles politiques et sociaux survenus dans des pays comme l'Égypte, la Libye et la Tunisie, enregistrant une croissance de 5,4 % en 2012. Bien que la sous-région ait fait preuve de résilience face à la crise financière mondiale, sa reprise économique est entravée par la persistance des incertitudes politiques et le ralentissement économique chez ses principaux partenaires économiques de la zone euro. Cela était particulièrement vrai dans le cas de l'Égypte où la croissance s'est davantage affaiblie,

enregistrant 1,1 % 2012 contre 1,8 % en 2011, en raison des incertitudes liées aux élections parlementaires et présidentielles et aux tensions politiques à propos de la nouvelle Constitution. Le taux de croissance du PIB au Maroc a baissé, ramené de 4,1 % en 2011 à 2,8 % en 2012, essentiellement en raison du ralentissement économique en Europe et de la faible performance du secteur de l'agriculture. En Libye, l'économie a bondi de 100,7 % car les investissements dans la reconstruction ont stimulé l'économie et la production de pétrole a augmenté, passant de 500 000 barils par jour à la fin de 2011 à 1,42 million de barils par jour en juillet 2012 (Banque mondiale, 2012). En Tunisie, l'économie a rebondi, passant d'une contraction de 1,7 % en 2011 à une croissance de 2,6 % en 2012, grâce notamment à la reprise du tourisme, aux exportations et aux flux d'investissements directs étrangers. Malgré la fermeture partielle d'une importante raffinerie, l'Algérie a maintenu son niveau de production pétrolière et poursuivi une politique d'expansion budgétaire, enregistrant un taux de croissance de 2,8 % en 2012. Toutefois, au Soudan, l'économie s'est sérieusement contractée de -11 % en 2012 en raison de l'environnement politique, de la guerre civile, d'une baisse brutale de la production pétrolière, d'une dépréciation du taux de change et de la montée de l'inflation. Le taux de croissance de la Mauritanie a diminué pour s'établir à 4,8 % en 2012 contre 5,1 % en 2011, mais il est demeuré solide grâce aux investissements dans le secteur minier et à de fortes dépenses publiques. Les taux élevés de chômage parmi les jeunes continuent de poser un problème dans la sous-région.

La pression inflationniste a baissé dans la plupart des pays en 2012

28. Le taux moyen de l'inflation pour l'Afrique, mesuré par l'indice des prix à la consommation, était de 9,2 % en 2012, légèrement plus faible par rapport à celui de 9,3 % enregistré l'année précédente. Les principaux facteurs de cette baisse sont notamment les dépréciations du taux de change, la hausse des coûts de l'énergie, les conditions climatiques défavorables et de maigres récoltes agricoles. Cela dit, l'inflation a varié considérablement entre les pays et les sous-régions d'Afrique. Ainsi, par exemple, le taux d'inflation était de 40 % au Soudan, de 18,2 % au Malawi, de 15,0 % en Guinée et de 10,5 % en Angola. Malgré le durcissement de la politique monétaire, l'Afrique de l'Est a enregistré le taux d'inflation le plus élevé (14,2 %), en raison des effets résiduels de la grande sécheresse de l'année précédente sur les produits agricoles et des conditions climatiques incertaines de 2013. L'Éthiopie a enregistré le taux d'inflation le plus élevé (25 %) de la sous-région, devant la République-Unie de Tanzanie (15,5 %), le Burundi (15 %) et l'Ouganda (14 %). Les taux d'inflation ont toutefois été à un seul chiffre dans la plupart des pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, à l'exception de la Sierra Leone (12,6 %) et du Nigéria (12,5 %).

L'orientation de la politique macroéconomique demeure prudente

29. En raison de l'environnement économique mondial défavorable et d'un espace macroéconomique bien limité en comparaison avec la période précédant la crise, de nombreux pays africains ont mis en œuvre des politiques macroéconomiques prudentes en 2012. Par exemple, face au problème de l'inflation, la politique monétaire a été durcie en 2012 dans un certain nombre de pays africains tels que l'Éthiopie, le Kenya, le Nigéria, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie, mais assouplie dans d'autres comme les pays de la zone franc CFA, où l'inflation, qui était de 3,9 % en 2012, a été la plus faible en Afrique.

30. La pression exercée sur les banques centrales pour qu'elles durcissent la politique monétaire s'est relâchée car les prix des produits de base non pétroliers ont commencé à baisser dans certains pays grâce à de meilleures précipitations et à l'augmentation de la production agricole. La South African Reserve Bank et la Banque du Maroc ont réduit les taux d'intérêt pour stimuler la demande intérieure et la croissance (EIU, 2012).

31. Dans l'ensemble, les pays africains ont continué à pratiquer une politique d'expansion budgétaire, appuyée par des recettes de produits de base en augmentation, un meilleur recouvrement des impôts et une administration fiscale plus efficace, l'accent étant mis en particulier sur l'augmentation des dépenses publiques en matière d'infrastructure. L'équilibre budgétaire s'est considérablement amélioré dans les pays africains exportateurs de pétrole en tant que groupe, car la production pétrolière a repris, favorisée par l'apaisement de la situation politique et ce malgré des dépenses publiques croissantes au titre de la sécurité sociale. Toutefois, l'équilibre budgétaire s'est détérioré dans les pays africains importateurs de pétrole, car les prix de l'énergie ont augmenté sur le marchés mondial et la demande d'investissement dans l'infrastructure était à la hausse alors que l'aide publique au développement a baissé ou stagné en raison de l'essoufflement de la croissance dans les pays développés.

32. De nombreux gouvernements continuent de pratiquer des politiques budgétaires accommodantes en raison des besoins importants en investissements publics dans les domaines de l'infrastructure et de la création de l'emploi. Les récentes découvertes de ressources minérales dans plusieurs pays africains ne manqueront pas d'élargir encore la marge de manœuvre budgétaire et d'augmenter les dépenses publiques dans des pays comme le Ghana, le Kenya, la Mauritanie et l'Ouganda.

Les comptes des opérations des pays exportateurs de pétrole avec l'extérieur continuent de différer de ceux des pays importateurs de pétrole

33. Le déficit courant global de l'Afrique s'est creusé, passant de 1,2 % du PIB en 2011 à 1,6 % en 2012, en raison de l'apathie de la demande d'exportation. Toutefois, les balances des comptes courants varient d'un groupe de pays à l'autre et entre pays. Les excédents des comptes courants des pays africains exportateurs de pétrole sont demeurés à 2,2 %, comme en 2011. En revanche, les pays importateurs de pétrole ont connu des déficits croissants (jusqu'à 7,5 %) à mesure que les prix du pétrole sur le marché mondial ont augmenté. De plus, pour de nombreux pays africains importateurs de pétrole, la conjugaison des factures d'importation en augmentation et relativement inélastiques et de taux de croissance d'exportation en baisse s'est traduite par l'aggravation du déficit des comptes courants.

D. Tendances du développement social en Afrique en 2012

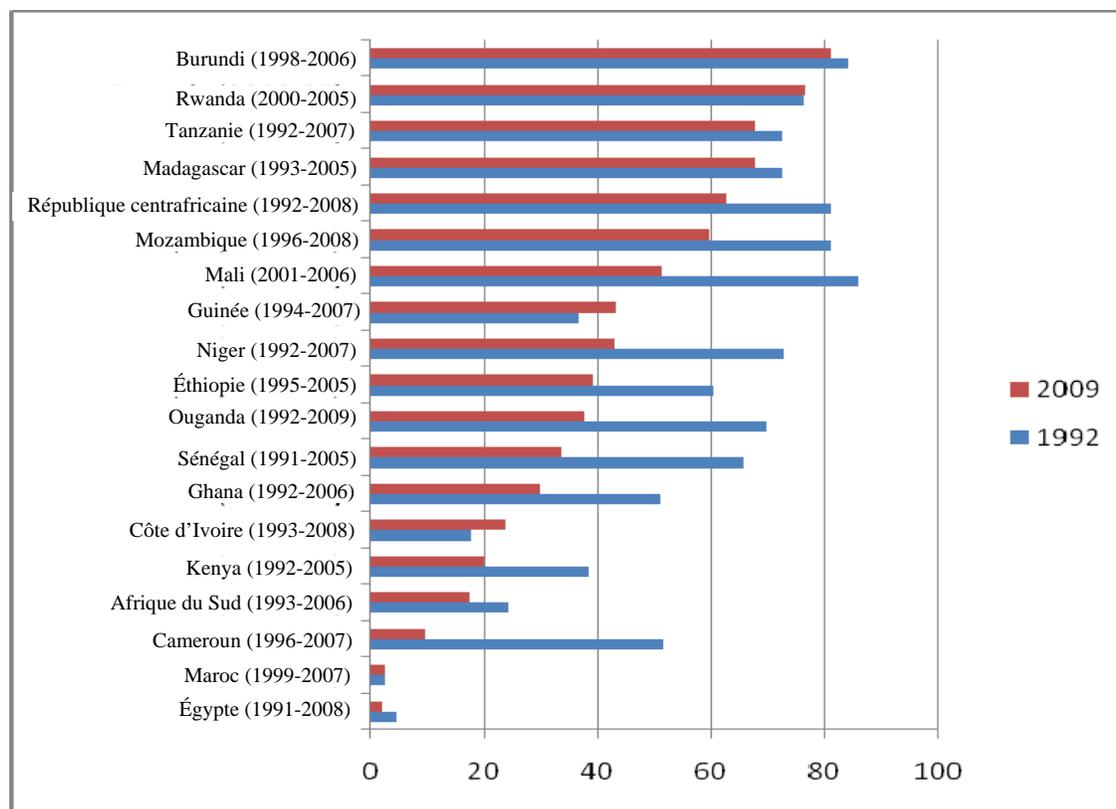
34. Des améliorations continuent d'être constatées dans la plupart des domaines, mais le rythme des progrès est lent et ne suit pas celui de la croissance économique. De ce fait, la réalisation de la plupart des OMD en 2015, comme escompté initialement, demeure improbable.

35. Des données récentes montre une certaine amélioration en matière de réduction de la pauvreté en Afrique, mais la région ne sera pas pour autant capable d'atteindre les objectifs fixés dans ce domaine. Les données disponibles indiquent toutefois un recul de la pauvreté dans certains pays africains (figure 5).

De fortes inégalités ont affaibli l'impact de la croissance sur la pauvreté

36. L'impact de la croissance économique sur la pauvreté est affaibli en raison des niveaux élevés d'inégalité économique en Afrique. Les fortes inégalités vont de pair avec les bas taux de réduction de la pauvreté (Ravaillon, 2001; Fosu, 2011). De plus, le nombre limité de moteurs de croissance en Afrique contribue à aggraver les inégalités (CEA et al., 2012). Ainsi, par exemple, l'Afrique connaît certains des écarts les plus importants entre la santé urbaine et la santé rurale, qui font que les femmes des zones urbaines ont presque deux fois plus de chances que celle des zones rurales d'accoucher avec l'aide d'un personnel soignant qualifié (CEA et al., 2012).

Figure 5: Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar, de 1999 à 2009 (en pourcentage)



Source: Banque mondiale, 2012.

Des progrès encourageants mais insuffisants dans la lutte contre la faim

37. En Afrique, Afrique du Nord exceptée, l'indice de la faim dans le monde, quoique toujours faible, s'est amélioré de 18 % entre 1990 et 2011, par rapport à des chutes de 25 % en Asie du Sud-Est et de 39 % en Afrique du Nord enregistrées au cours de la même période. Le total à l'échelle de la région masque de fortes disparités car l'indice a empiré dans certains pays alors qu'il s'est sensiblement amélioré dans d'autres. La faim reste liée à la pauvreté parce que les faibles possibilités économiques qui caractérisent les zones rurales empêchent des progrès suffisants en matière de réduction de la faim.

38. Dans l'ensemble, la proportion mal nourrie de la population s'est stabilisée à 16 % et la réduction lente mais sûre de la pauvreté n'est pas accompagnée d'amélioration des niveaux nutritionnels. La hausse des prix des produits alimentaires, qui sont demeurés plus élevés qu'avant la crise, a contribué en partie à cet état de choses (FAO et al., 2010; Nations Unies, 2011). Cela a eu des effets sur les revenus et d'autres facteurs liés à la pauvreté. La hausse des prix et leur instabilité rendent les petits exploitants agricoles et les consommateurs pauvres de plus en plus vulnérables à la pauvreté. Cela est dû au fait que les produits alimentaires représentent une part importante du revenu des exploitants agricoles et du budget des consommateurs pauvres; les grandes fluctuations des prix ont des effets sensibles sur les revenus réels. Ainsi, des périodes même courtes de prix d'achat élevés pour les consommateurs ou de prix de vente bas pour les exploitants agricoles peuvent entraîner la vente à bas prix de biens de production (des terres et du bétail, par exemple), d'où un risque d'engrenage de la pauvreté. En outre, les petits exploitants agricoles sont moins susceptibles d'investir dans des mesures destinées à améliorer la productivité si l'évolution des prix est imprévisible. Les hausses de prix peuvent également donner lieu à des mécanismes de survie qui incitent à remettre à plus tard les dépenses d'éducation ou de santé, aboutissant ainsi à une baisse globale du bien-être et du développement à long terme.

La qualité médiocre de l'éducation est un problème majeur

39. Le continent continue de faire régulièrement des progrès pour que tous les enfants puissent achever un cycle complet d'études primaires. Le taux de scolarisation dans le primaire en Afrique a augmenté, passant de 64 % en 2000 à 84 % en 2009. Bien que la plupart des pays aient fait des progrès notables, 18 pays sont encore à plus de 10 points du taux d'inscription universelle à l'école primaire prévu pour 2015.

40. La qualité de l'éducation, caractérisée par les taux d'achèvement des études et l'accès aux moyens d'enseignement, notamment aux manuels scolaires, s'est détériorée avec l'augmentation du nombre d'enfants inscrits. Les taux d'achèvement du primaire en Afrique demeurent encore faibles: seuls six pays ont enregistré des taux d'achèvement supérieurs à 90 % en 2009. En outre, de nombreux pays africains connaissent des taux particulièrement élevés d'abandon scolaire. Enfin, alors que les pays africains ont, de façon générale, accompli des progrès importants en ce qui concerne les taux de scolarisation dans le primaire et d'achèvement des études, la plupart d'entre eux réalisent des progrès lents en matière d'inscription dans le secondaire et l'enseignement supérieur. Il est essentiel pour les gouvernements africains d'accorder la priorité à une formation professionnelle et technique qui tienne compte des besoins de leur pays en matière d'emploi.

Les pays africains ont continué de faire le moins de progrès en ce qui concerne les indicateurs de la santé

41. Des 26 pays qui enregistrent à l'échelle mondiale des taux de mortalité des moins de cinq ans dépassant les 100 décès pour 1 000 naissances vivantes, 24 sont africains. Toutefois, l'Afrique a multiplié par deux son taux moyen de réduction de la mortalité infantile, en le faisant passer de 1,2 % par an pendant la période 1990-2000 à 2,4 % entre 2000 et 2010. Afin d'accélérer les progrès en matière de santé infantile, les pays africains devraient intensifier les mesures ciblant les principales causes de mortalité infantile et redoubler d'efforts pour réduire la mortalité néonatale. La réduction de la mortalité néonatale (décès au cours des 28 premiers jours d'existence) est beaucoup plus lente que celle de la mortalité parmi les enfants plus âgés. Cela peut peut-être s'expliquer par un manque d'interventions particulièrement efficaces par rapport aux coûts, comme les visites à domicile après l'accouchement, et on peut y remédier en rattachant la santé néonatale et la santé maternelle.

42. La santé maternelle demeure une grave préoccupation pour la plupart des pays africains. Il ressort des données les plus récentes publiées par l'Organisation mondiale de la Santé que les baisses du taux de mortalité maternelle en Afrique sont limitées: de 590 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2008 à 578 en 2010, soit une baisse de 2 % sur deux ans. En fait, le taux de mortalité maternelle en Afrique a chuté de 46 % entre 1990 et 2010. Alors que certains pays africains ont accompli des progrès remarquables, l'amélioration des conditions sanitaires maternelles demeure insuffisante dans la majorité des pays africains. En effet, sur les 40 pays classés parmi ceux ayant enregistré un taux de mortalité maternelle élevé en 2010, 36 sont africains. La majorité de ces pays sont en conflit ou sortent d'un conflit, ce qui montre la vulnérabilité des pays en proie à de telles situations et la nécessité de bonnes infrastructures sanitaires.

43. Les progrès réalisés par l'Afrique dans la lutte contre le VIH/sida sont à noter. Tout en étant la région la plus gravement touchée par le VIH, l'Afrique, à l'exception de l'Afrique du Nord, a enregistré une baisse de plus de 21 % du nombre de nouvelles infections par le VIH, ramenant ainsi ce dernier à 1,9 millions en 2010, contre quelque 2,6 millions au plus fort de l'épidémie en 1997. Le nombre de personnes décédées de causes liées au sida a été ramené d'un maximum de 2,2 millions vers 2005 à 1,9 millions en 2010. Cela signifie que les efforts de prévention se sont considérablement améliorés, de même que le traitement des personnes vivant avec le VIH/sida.

44. Cela étant, l'Afrique supporte encore un fardeau disproportionné de la population mondiale vivant avec le VIH/sida et les femmes sont particulièrement touchées, représentant 60 % de la population infectée par le VIH en Afrique. Bien qu'elle représente seulement 12 % de la population mondiale, l'Afrique compte 68 % de toutes les personnes vivant avec le VIH et 70 % des nouvelles infections au VIH en 2010. Afin d'accélérer ses efforts, les pays africains doivent continuer à accorder la priorité à la prévention, en particulier auprès des femmes et des jeunes, et à investir des ressources suffisantes pour le traitement des personnes vivant avec le VIH/sida.

45. La lutte contre le paludisme en Afrique enregistre de grands progrès. Le fait d'avoir consacré davantage de financement et d'attention à la lutte contre le paludisme a permis de faire baisser de 33 % la mortalité imputable à cette maladie depuis 2000 - une baisse beaucoup plus rapide que le taux

mondial, qui n'a baissé que de 25 %. Toutefois, bien que le paludisme soit évitable et curable, la plupart des 200 millions de cas de paludisme et des 650 000 décès dus à celui-ci dénombrés à l'échelle mondiale en 2010 ont eu lieu en Afrique. Les stratégies de lutte, telles que la pulvérisation, l'utilisation appropriée de moustiquaires traitées à l'insecticide et le financement sont d'une importance cruciale pour la poursuite de la lutte contre le paludisme. En 2010, 27 pays africains ont adopté la recommandation de l'OMS demandant de fournir des moustiquaires traitées à l'insecticide à toutes les personnes exposées au paludisme, en particulier les enfants et les femmes enceintes. Ainsi le nombre de personnes protégées grâce aux moustiquaires en question en Afrique a augmenté, passant de 10 millions en 2005 à 78 millions en 2010. Ne pas relâcher les efforts consacrés à la prévention et intensifier les mesures de traitement auront des retombées sociales et économiques importantes pour les pays africains. En effet, on estime que le coût du paludisme représente environ 1,3 % du PIB des pays où les taux d'infection sont très élevés.

46. Les taux d'incidence et de prévalence de la tuberculose, ainsi que la mortalité due à cette maladie demeurent élevés et inchangés dans la plupart des pays africains. L'Afrique australe a le taux de prévalence de la tuberculose le plus élevé, soit plus de 500 malades pour 100 000 habitants; taux qui a en fait augmenté depuis 1990 en raison de la prévalence de la pauvreté et de la malnutrition chroniques aggravées par le manque de prise en charge médicale, en particulier dans les pays en proie à des conflits ou touchés par la sécheresse. Il ne fait pas de doute que la tuberculose est étroitement liée au VIH et que la lutte contre ce virus a des effets positifs contre les infections tuberculeuses. Cela dit, les taux d'infection par la tuberculose ne sont pas uniquement liés à la séropositivité, mais également à des facteurs institutionnels et socioéconomiques, telles que l'entassement dans les logements et les lieux de travail et des conditions d'hygiène qui laissent à désirer. Les taux de tuberculose sont également dus au manque d'accès aux soins de santé ainsi qu'à la malnutrition, au diabète sucré, au tabagisme, à l'alcoolisme et à l'abus des drogues. Ainsi, les taux élevés et inchangés d'incidence et de prévalence de la tuberculose et de mortalité associée à cette maladie en Afrique mettent en évidence de nombreux indicateurs sociaux et économiques qui doivent être pris dûment en considération en vue de lutter efficacement contre la tuberculose. Des programmes tels que le traitement direct à court terme et sous observation qui constitue la base de la stratégie mondiale pour éliminer la tuberculose, s'est avéré efficace en matière de diagnostic et de traitement appropriés des patients atteints de tuberculose. L'application scrupuleuse de ce traitement permet de d'obtenir un taux de réussite dépassant les 95 % et de prévenir l'apparition d'autres souches résistantes de la tuberculose.

Autonomisation des femmes et amélioration des débouchés qui leur sont offerts

47. Les progrès en vue de l'autonomisation des femmes se poursuivent lentement sur le continent par différents moyens. La scolarisation des filles est l'une des voies possibles vers l'autonomisation des femmes en constituant un capital humain, renforçant les capacités et accroissant la productivité pour des revenus plus élevés, etc. Les pays africains progressent de façon satisfaisante à cet égard, l'indice de parité entre les sexes étant en amélioration à tous les niveaux de l'enseignement. Dans le primaire, par exemple, cet indice était supérieur à 0,9 dans plus de 40 pays en 2009, ce qui signifie 90 filles scolarisées pour 100 garçons. Au niveau du secondaire, l'amélioration de l'accès des filles à l'école s'ajoute à des résultats relativement bons en classe car les filles ont tendance à mieux réussir que les garçons (CEA et al., 2012). Dans l'enseignement supérieur, bien qu'on soit encore loin de la parité, l'inscription des filles a augmenté deux fois plus vite que celle des garçons.

48. Des progrès sont également réalisés au plan économique, les opportunités se multiplient et se diversifient sur les marchés de l'emploi. De plus en plus de femmes africaines bénéficient d'un meilleur accès à un emploi salarié dans le secteur non agricole. En 2009, près d'un tiers des travailleurs de ce secteur en Afrique étaient des femmes, sauf en Afrique du Nord où le pourcentage n'était que de 19 %, en baisse par rapport à 2008.

49. L'autonomisation des femmes a également lieu dans la sphère politique. La représentation des femmes au Parlement est en constante augmentation dans la plupart des pays et les progrès en Afrique du Nord ont été particulièrement impressionnants; la proportion de femmes membres du Parlement en 2011 était huit fois plus élevée qu'en 1990. Ce résultat procède en partie des politiques favorables et de mesures de discrimination positive comme l'adoption de cadres juridiques qui garantissent des sièges aux femmes dans l'espace politique.

50. Les efforts doivent toutefois se poursuivre car certains pays stagnent, voire régressent, dans des domaines où d'autres obtiennent de bons résultats. La réalisation de la parité entre hommes et femmes est freinée par le niveau de vie; en effet, l'indice de parité tend à être plus élevé parmi les enfants de ménages riches que chez les pauvres, les taux d'abandon scolaire restent plus élevés chez les filles, et des obstacles de nature culturelle réduisent l'accès des femmes au marché du travail et à d'autres débouchés socio-économiques qui sont indispensables pour leur autonomisation.

Une croissance de qualité médiocre a fait que les taux de chômage sont restés élevés, en particulier chez les jeunes

51. La forte croissance enregistrée sur tout le continent n'a pas apporté le développement économique et social généralisé nécessaire pour sortir des millions d'Africains de la pauvreté et réduire les graves inégalités constatées dans la plupart des pays. Au contraire, le continent continue de pâtir de niveaux élevés de chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes, alors que les possibilités d'absorber les nouveaux arrivés sur le marché du travail sont limitées. Alors que l'Afrique du Nord se remet du « printemps arabe » de 2011 qui avait été largement le fait de jeunes en colère, des pays comme l'Afrique du Sud voient leur stabilité politique et économique menacée en raison des récents conflits dans le secteur minier déclenchés par le problème de la qualité des emplois dans ce secteur.

52. Plus de 70 % des Africains gagnent leur vie grâce à des emplois vulnérables alors que les économies africaines continuent d'être largement tributaires de la production et de l'exportation de produits de base. Les investissements sont toujours concentrés sur les secteurs extractifs à forte intensité de capital, ayant peu de liens en amont et en aval avec le reste de l'économie. En plus d'être inférieure au niveau nécessaire pour réduire la pauvreté, la récente croissance de l'Afrique, sous l'impulsion du secteur des produits de base, se caractérise par une faible intensité d'emplois et une capacité limitée à générer des emplois, ainsi que par des niveaux importants d'inégalités (voir CEA et UA, 2010).

53. La population africaine augmente rapidement et le taux remarquable de croissance au cours des dix dernières années n'a pas été suffisamment inclusif et n'a pas permis d'offrir suffisamment

d'emplois décents. C'était l'un des facteurs qui a contribué au « printemps arabe », d'où la nécessité urgente d'accorder une attention particulière à l'emploi des jeunes.

54. La majeure partie des jeunes Africains sont encore à l'école mais de façon générale, les possibilités d'emplois décents sont faibles pour ceux qui sont sur le marché du travail, en particulier dans les pays pauvres. En effet, seuls 17 % des jeunes en âge de travailler ont un emploi salarié à temps complet dans les pays à faible revenu. Cette proportion est de 39 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de 52 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

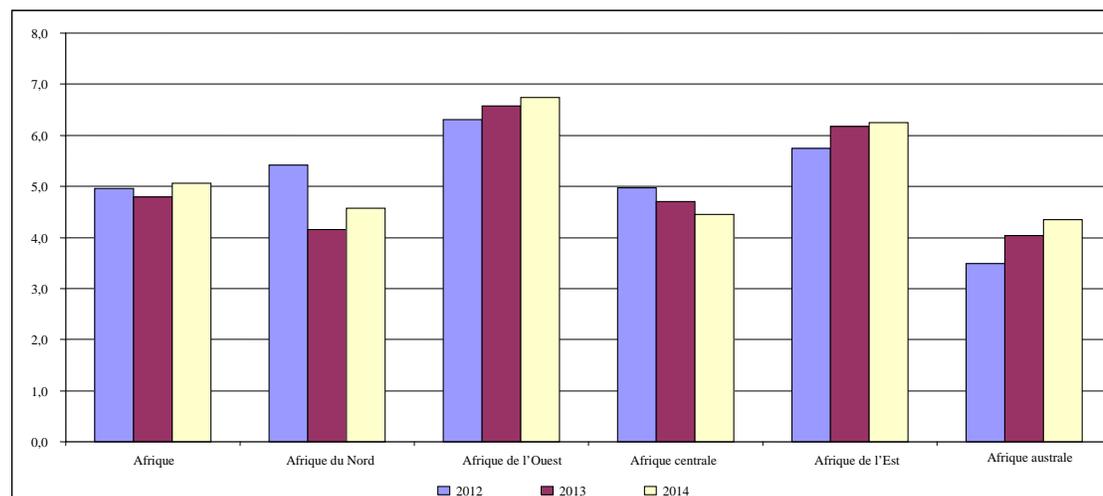
55. La question de l'emploi des jeunes est différente, en termes de qualité et de quantité, selon les pays. Parmi les pays à faible revenu, la qualité de l'emploi est la principale difficulté en raison des niveaux élevés de sous-emploi, d'emplois à temps partiels et d'emplois autonomes; à l'autre extrême du spectre, les pays à revenus moyens connaissent des difficultés en ce qui concerne la quantité d'emplois disponibles (BAD et al., 2012). Toutefois, ces deux types de difficultés ont créé un groupe important qui fait problème, à savoir les « découragés », ceux qui ont cessé de chercher un emploi ou des possibilités d'améliorer leurs compétences.

E. Perspectives en Afrique

56. Les perspectives à moyen terme de croissance en Afrique restent solides, avec des taux de croissance du PIB projetés à 4,8 % en moyenne pour 2013 et 5,1 % pour 2014 (figure 6). En plus des principaux facteurs de croissance qui ont étayé les résultats économiques de l'Afrique en 2012, les récentes découvertes de gisements de ressources minérales s'ajoutent aux perspectives de croissance du continent.

57. Une demande intérieure solide, en particulier la consommation privée et un investissement fixe soutenu dans les infrastructures et les secteurs extractifs, ainsi que des dépenses publiques élevées, sont un moteur important de la croissance économique en Afrique. La croissance dans de nombreux pays africains devrait continuer à bénéficier de l'expansion de la production agricole et d'une plus grande diversification dans les services, en particulier les télécommunications, le bâtiment, la banque, et les produits manufacturés. Toutefois, la production et l'exportation de produits de base continueront d'être l'un des principaux facteurs étayant les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afrique.

Figure 6: Perspectives de croissance de l’Afrique par sous-région, 2012-2014



Source: Calculs de la CEA à partir de chiffres du DAES de l’ONU, 2012.

58. Parmi les sous-régions, l’Afrique de l’Ouest et l’Afrique de l’Est devraient être encore celles qui enregistrent la croissance la plus forte, respectivement 6,6 % et 6,1 % en 2013, suivies par l’Afrique centrale, l’Afrique du Nord et l’Afrique australe. L’Afrique de l’Ouest bénéficiera encore des bons résultats du secteur des produits de base, en particulier le pétrole et les ressources minérales avec de nouveaux gisements découverts dans des pays comme le Ghana, le Niger et la Sierra Leone, en plus de la consolidation de la paix et de la stabilité en Côte d’Ivoire, par exemple. L’Afrique centrale devrait conserver un taux de croissance élevée mais en ralentissement, de 4,7 % en 2013 et 4,4 % en 2014 avec une forte demande relative à la production et à l’exportation de produits de base, mais la sous-région devrait pâtir des effets négatifs causés par le déclenchement d’une guerre civile en République centrafricaine. La croissance en Afrique du Nord devrait également demeurer solide, à 4,2 % en 2013, alors que le climat politique se normalise et que l’activité économique reprend.

59. Les perspectives de croissance de l’Afrique pour 2013 sont tributaires de plusieurs facteurs, ainsi que de risques intérieurs et extérieurs. Les difficultés sont principalement dues aux capacités industrielles limitées et aux énormes déficits en infrastructures. En outre, des inégalités de revenus et une pauvreté élevés ont été à la source de tensions politiques et sociales dans plusieurs pays, notamment en Afrique du Sud, où les conflits salariaux augmentent. Les risques intérieurs sont notamment l’incertitude politique associée à la tenue prévue d’élections présidentielles et parlementaires, des difficultés en politique intérieure et les modifications du climat des affaires (DAES, 2012). Des conflits armés menacent la population et l’activité économique dans des pays comme le Mali et la République démocratique du Congo. Des conditions météorologiques extrêmes sont un autre risque de dégradation de la situation en Afrique, étant donné que la plupart des pays sont encore largement tributaires de l’agriculture pluviale.

60. Les risques extérieurs concernent principalement le ralentissement de la croissance mondiale et l’évolution de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, ainsi que le ralentissement économique dans les principaux pays émergents et en développement. Un ralentissement économique majeur au

niveau mondial se répercutera sur la croissance en Afrique par différentes voies, notamment les coûts et la demande des produits de base et les flux de capitaux. Les estimations montrent qu'une baisse de 1 % de la croissance dans la zone euro ira de pair avec une chute de 0,5 % de la croissance en Afrique (BAD et al., 2012). Bien que le ralentissement économique dans les économies émergentes et en développement puisse aggraver de tels effets, la poursuite d'une croissance solide escomptée dans ces pays aiderait déjà l'Afrique à atténuer les conséquences néfastes de la récession en Europe, compte tenu de l'augmentation des échanges et des liens d'investissements avec des partenaires émergents du Sud.

61. Malgré des perspectives encourageantes, la dépendance excessive de l'Afrique envers les produits de base la rend vulnérable aux chocs négatifs sur leurs cours; les économies africaines ont donc besoin d'une transformation structurelle et de produits diversifiés avec un ajout de valeur pour atténuer la volatilité et des fluctuations associées aux produits de base.

F. Conclusion

62. En 2012, la croissance économique est restée solide en Afrique malgré le ralentissement mondial et l'aggravation des tensions et des incertitudes, ce qui montre la plus grande résilience des économies africaines et une demande et des cours élevés et durables au niveau mondial pour les exportations africaines de produits de base. Les perspectives de croissance à moyen terme restent solides pour le continent, étayées par les principaux moteurs de la croissance de 2012 et des facteurs nouveaux comme les récentes découvertes de ressources naturelles. Toutefois, ces perspectives sont soumises à différents risques intérieurs et extérieurs, notamment des faiblesses dans l'économie mondiale ainsi que l'instabilité politique et les conflits dans plusieurs pays africains.

63. Si la marge de manœuvre budgétaire semble limitée dans certains pays, les balances commerciales intérieures et extérieures globales des pays africains restent à des niveaux durables, ce qui montre une gestion macroéconomique prudente. Les pays africains doivent toutefois continuer à exécuter des politiques macroéconomiques anticycliques et améliorer la gestion macroéconomique afin d'atténuer l'impact de chocs extérieurs sur la croissance et le développement social.

64. Les pays africains doivent éviter la menace d'une croissance inégale et non inclusive, qui s'est traduite jusqu'à par une pauvreté rurale élevée, des services d'éducation et de santé de qualité médiocre et des possibilités d'emplois insuffisantes pour les jeunes. En effet, malgré une croissance économique soutenue, les progrès par rapport aux objectifs de développement social sont encore lents et mitigés.

65. Les politiques et les mesures susceptibles de transformer structurellement les économies africaines et les faire passer d'une dépendance envers les produits de base et les ressources minérales à un secteur de produits manufacturés à partir de matières premières seront indispensables pour promouvoir un processus de croissance plus inclusive, qui permettra de transformer les communautés pratiquant une agriculture de subsistance en centres dynamique d'agro-industrie, de promouvoir les chaînes de valeur, de créer des possibilités d'emploi pour la majorité de la population et de générer les revenus nécessaires pour renforcer et viabiliser les investissements dans les secteurs sociaux.

66. Les investissements dans le domaine du développement humain sont une condition préalable à une transformation structurelle réussie. Sans une main-d'œuvre en bonne santé et productive, les produits transformés africains ne seront pas compétitifs sur les marchés mondiaux. Les décideurs doivent donc renforcer les systèmes de santé et d'éducation pour améliorer le capital humain de la population. Les interventions sanitaires doivent accorder la priorité aux soins de santé primaire et aux franges rurales et vulnérables de la population. Les décideurs doivent préconiser l'affectation d'une proportion du financement vertical à l'amélioration des systèmes de santé. Un système de santé solide est nécessaire pour viabiliser et renforcer les interventions ciblées des fonds verticaux. Les investissements dans l'éducation devraient privilégier l'amélioration de l'accès, de la qualité et de la pertinence des programmes d'enseignement par rapport à la main-d'œuvre. Fournir des moyens de transport aux enfants dans les zones reculées, investir dans la formation des enseignants et introduire une législation relative au mariage précoce sont des exemples de mesures susceptibles d'améliorer l'accès à l'éducation, de réduire les taux d'abandon scolaire et d'accroître la qualité générale de l'enseignement en Afrique.

Bibliographie

BAD (Banque africaine de développement), OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et CEA (Commission économique pour l'Afrique), 2012, *Perspectives économiques en Afrique: Promouvoir l'emploi des jeunes*, Paris: OCDE.

Banque mondiale, 2012, rapports de pays.

CEA, CUA, 2012, *Rapport économique sur l'Afrique: Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondial*, Addis-Abeba, CEA.

CEA, CUA, BAD, PNUD, 2012, *Évaluer les progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement*, Addis-Abeba, CEA.

CEA, CUA, 2010, *Rapport économique sur l'Afrique 2010: Promouvoir une croissance forte et durable pour réduire le chômage en Afrique*, Addis-Abeba, CEA.

DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU), 2012, *Perspectives de l'économie mondiale*, New York.

EIU (Economist Intelligence Unit), 2012, données sur les pays.

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), FIDA (Fonds international pour le développement agricole), BIT (Bureau international du Travail), 2010, Food Prices in Africa: Quarterly Bulletin – December 2010, Regional Price Update and Responses, No.7.

FMI (Fonds monétaire international), 2012a, *Perspectives de l'économie mondiale: Une reprise en cours, mais qui reste en danger*, 2012. Washington, DC.

Fosu, Augustin Kwasi, 2011, *Growth, Inequality, and Poverty Reduction in Developing Countries: Recent Global Evidence*, rapport présenté à la réunion de groupe d'experts DAES/BIT sur l'élimination de la pauvreté, 20-22 juin 2011, Genève.

Nations Unies, 2011, *Objectifs du Millénaire pour le développement*, Rapport de 2011, New York: Nations Unies.

Ravallion, Martin, 2001, *Growth, Inequality and Poverty: Looking Beyond Averages*, World Development, Vol. 29, No. 11, pp. 1803–15.